

Développement, libéralisme et modernité : trajectoires d'une anthropologie du changement social

13 au 15 décembre 2007 – Louvain-la-Neuve, Belgique

Organisations paysannes et dynamiques de structuration des ruraux

Pluralité des points de vue, chevauchement des questionnements :

quelles nouvelles directions pour la réflexion ?

Version révisée

Denis Pesche, Sociologue, CIRAD ES-ARENA, Montpellier, pesche@cirad.fr

Cette version de la communication intègre les éléments présentés en séance plénière du colloque de l'APAD le jeudi 13 décembre après-midi. En effet, la présentation faite à cette occasion s'est éloigné quelque peu de la communication initialement envoyée et a développé différents points qui sont repris dans la présente version. L'ensemble constitué court le risque d'apparaître comme relativement décousu mais permet de rassembler dans un même texte un certain nombre d'idées qui constituent des lignes de travail actuelles et futures de mes recherches.

En Afrique subsaharienne, le mouvement associatif en milieu rural a connu un fort développement depuis les années 1980. Il est maintenant reconnu que, dans beaucoup de pays, les organisations paysannes occupent une place croissante dans les processus de développement. La multiplication de leur nombre et l'accroissement des dynamiques de mise en réseau et de fédération aux échelles nationales et internationales sont des faits indéniables, aux modalités diverses selon les contextes nationaux.

Il y a plus de 12 ans, dans leur introduction à un ouvrage de synthèse sur les associations paysannes¹, issu des journées de l'APAD en 1992, J.P Jacob et Ph. Lavigne Delville proposaient une lecture de ce foisonnant mouvement associatif en milieu rural africain. Ils en soulignaient quelques caractéristiques spécifiques : une recherche de dialogue, parfois de confrontation, avec l'Etat et ses représentants, une très grande diversité et l'ambivalence de ses fonctions (productives, sociales, politiques,...). Les auteurs remarquaient la fréquente articulation entre ce mouvement associatif et les opérations de développement. Les auteurs s'interrogeaient sur l'apport des sciences sociales, qui, concernant les associations paysannes², devraient permettre des analyses distanciées, prenant en compte les jeux d'intérêts et de pouvoir là où d'autres observateurs moins « avertis », comme les « développeurs », verraient dans le mouvement associatif l'expression nouvelle d'un communautarisme idéalisé ou la forme particulière d'une démocratie naissante et

¹ Jacob, Jean-Pierre, and Philippe Lavigne Delville. 1994. *Les associations paysannes en Afrique : organisation et dynamiques*. Paris: APAD / Karthala / IUED.

² Les auteurs ont choisi cette expression d'association paysanne au détriment du terme généralement utilisé « d'organisation paysanne » qui, à leurs yeux « risque de voiler la diversité et de réduire implicitement les dynamiques associations au seul développement agricole » (p 15). Malgré cette précaution utile, les auteurs utiliseront souvent la dénomination d'organisation paysanne. Par facilité de langage, et conscient de ces ambiguïtés, nous utiliserons aussi ce terme d'organisation paysanne et souvent son abrégé, OP.

authentique. Concernant le champ des sciences sociales, l'ouvrage pointe les limites d'approches fonctionnalistes isolant les associations paysannes de leur environnement et des enjeux qui le façonnent pour n'en retenir que les composantes sur lesquelles ces associations sont censées agir. Les auteurs proposaient de dépasser l'objectivation des associations paysannes pour en faire un objet d'analyse révélateur des dynamiques plus larges de recomposition des sociétés africaines.

Les communications alors rassemblées dans cet ouvrage ont permis d'explorer plusieurs axes de questionnement : les liens entre l'effervescence organisationnelle et les recompositions sociales et politiques dans le monde rural africain, le « sens » politique et la signification sociale des groupements eut égard aux fonctions qu'ils assurent avec, de façon caricaturale, l'opposition entre deux visions : celle qui voit dans les OP l'instrument complémentaire des fonctions que l'Etat doit remplir et celle qui voit dans les OP l'expression d'une société civile autonome en opposition avec l'Etat. Les auteurs soulignent le flou existant sur la « véritable nature » des différents acteurs en présence. Cet ouvrage cherchait à la fois à faire le point sur un ensemble de travaux plus ou moins proches de cet « objet » particulier que sont les associations paysannes tout en questionnant le sens de leur existence et leur plus ou moins grande centralité par rapport à des processus sociaux plus larges et fluides (logiques de réseaux sociaux, recompositions villes-campagnes,...).

Il semble utile, plusieurs années après, de proposer un premier regard global sur l'évolution des travaux dans ce domaine des organisations paysannes. Cette communication ne pourra à elle seule répondre à cet objectif que je poursuis dans le cadre d'un exercice plus large³ : elle se veut une première contribution pour mettre en perspective quelques travaux sur cette thématique de l'organisation paysanne depuis une quinzaine d'années et esquisser quelques lignes d'un travail analytique et comparatif encore à développer. Face à l'amplitude du sujet, plusieurs options ont été prises pour ce premier essai exploratoire : (1) un centrage sur le Sénégal, pays reconnu pour l'antériorité et la richesse de ses dynamiques d'organisation paysanne, (2) une analyse reposant sur quelques travaux constituant un premier échantillon illustratif de la diversité des approches dans l'analyse des organisations paysannes et (3) une analyse comparée qui prend en compte les résultats des travaux, les zones d'ombres, reconnues ou non. A travers cette rapide comparaison, il s'agit aussi de mieux comprendre les approches et positionnements de ceux qui ont réalisé ces analyses.

En effet, l'hypothèse que voudrait explorer cette communication est que la problématisation des questions concernant les organisations paysannes, et donc en partie les résultats qu'elles obtiennent ou mettent en avant, est à relier au contexte social et institutionnel dans laquelle elle germe. En d'autres termes, la position institutionnelle, le rapport à « l'objet » OP, les options épistémologiques et la nature des questions traitées et des résultats mis en évidence ne sont pas indépendantes : la compréhension de ces interdépendances peut contribuer à enrichir les interrogations concernant la production de connaissance sur et parfois pour les mouvements sociaux et les articulations entre sciences sociales et développement.

Pour cette première exploration de la diversité des travaux sur les organisations paysannes, j'ai retenu les travaux de quatre auteurs : Jean-Pierre Prodhomme⁴, Giorgio Blundo⁵, Pierre-

³ Compte tenu du temps très limité que j'ai pu finalement consacrer à cette communication, le lecteur devra y voir un premier essai de problématisation et d'analyse comparative qui s'inscrit dans la préparation d'une HDR en science politique sur la thématique générale des organisations de producteurs et des politiques publiques.

⁴ Prodhomme, Jean-Pierre, Philippe Sahuc, Serge Snrech, and Anne-Sophie Primaux. 1987. "Des conditions d'émergence, de fonctionnement et de pérennité des groupements villageois au Sénégal : rapport de synthèse de la première phase d'étude." Pp. 103. Paris: Ministère de la Coopération / INA-PG.

Marie Bosc⁶ et Loïc Barbedette, ayant tous travaillé sur des terrains au Sénégal⁷. On complétera l'analyse par quelques ouvrages ou articles, qui bien que ne traitant pas du Sénégal en particulier, ont une filiation très directe avec les travaux sélectionnés et permettent d'en mieux comprendre le cadre⁸. Il s'agit en particulier des travaux de Marie-Rose Mercoiret⁹, Thomas Bierschenk, Jean-Pierre Chauveau et Jean-Pierre Olivier de Sardan¹⁰. Pour les quatre auteurs retenus, on résumera brièvement le contexte de leurs travaux et les questions centrales qu'ils ont exploré (section I). On analysera ensuite quelques résultats obtenus et les questions qu'ils soulèvent de façon comparative (section II). On identifiera ensuite, de façon plus générale pour l'Afrique subsaharienne, quelques éléments de changements dans le paysage des OP avec en particulier leur mise en réseau aux niveaux nationaux et internationaux et on proposera quelques éléments d'un cadre d'analyse pour saisir ces dynamiques de structuration des OP fédératives et des réseaux d'OP (section III). Une dernière section posera la question des postures de recherche par rapport aux mouvements paysans et évoquera quelques questions de recherches et terrains empiriques possibles pour l'analyse (section IV).

I. Aperçu rapide de la diversité des travaux analysés

Le travail de Jean-Pierre Prodhomme résulte d'une collaboration entre le ministère de la Coopération et la chaire de sociologie de l'Institut national agronomique Paris-Grignon (INAPG). L'approche utilisée mobilise des étudiants ingénieurs de l'INAPG qui réalisent le travail d'enquêtes sous la direction de JP Prodhomme. La démarche adoptée pour le Sénégal entre 1985 et 1987 a consisté à articuler plusieurs approches : (1) une recherche articulée sur un travail d'accompagnement de migrants revenus dans leurs villages avec des projets de création d'association, (2) l'étude d'une dizaine de groupements dans différentes régions du Sénégal et (3) une étude sur un territoire limité, celui d'une communauté rurale dans la vallée du Fleuve Sénégal, pour inventorier toutes les formes d'intervention et de groupements. Le document cité est une synthèse de l'ensemble de ces travaux qui ont donné lieu à des rapports intermédiaires. A travers ces travaux, les auteurs cherchent à comprendre la nature du foisonnement institutionnel en milieu rural et les relations spécifiques qu'il entretient avec le système d'aide. La question de la construction d'un mouvement paysan est posée.

Le travail de Giorgio Blundo résulte d'une double position de coopérant et de chercheur, dans le cadre d'une thèse en anthropologie. Il réalise plusieurs séjours dans une petite région du bassin arachidier entre 1986 et 1990 et y analyse les organisations paysannes et les autorités publiques issues de la décentralisation, les communautés rurales. Il analyse la

⁵ Blundo, Giorgio. 1994. "Le conflit dans "L'Entente", coopération et compétition dans les associations paysannes du bassin arachidier sénégalais." Pp. 99-120 in *Les associations paysannes en Afrique : organisation et dynamiques*, edited by Jean-Pierre Jacob and Philippe Lavigne Delville. Paris: Karthala.

⁶ Bosc, Pierre-Marie. 2005. *A la croisée des pouvoirs : une organisation paysanne face à la gestion des ressources, Basse Casamance, Sénégal*. Paris: IRD Editions / CIRAD

⁷ Barbedette, Loïc. 2001. "Une association paysanne dans la région du fleuve Sénégal : contribution à l'histoire d'une communauté rurale." Pp. 94: DDC, UJAK., Barbedette, Loïc. 2002. "La naissance et la construction de FAPAL : première approche (Bilan FAPAL, préétude)." Pp. 89-119: SOS Faim, Union Européenne.

⁸ Comme toute sélection, ce choix comporte nécessairement des oublis : il faut le considérer comme une première base de discussion qui s'enrichira à l'avenir.

⁹ Mercoiret, Marie-Rose. 1997. *Etats désengagés, paysans engagés : perspectives et nouveaux rôles des organisations paysannes en Afrique et en Amérique latine*. Paris: Fondation Charles Léopold Mayer (FPH), Dossier pour un débat n°75.

¹⁰ Bierschenk, Thomas, Jean-Pierre Chauveau, and Jean-Pierre Olivier de Sardan (Eds.). 2000. *Courtiers en développement, les villages africains en quête de projets*. Paris: Karthala.

genèse des organisations paysannes puis leur fonctionnement interne avec une entrée privilégiée par l'analyse des conflits afin de saisir la diversité des acteurs engagés dans les processus d'organisation qu'il étudie. Dans le champ de l'anthropologie du développement, cet angle d'analyse donnera lieu quelques années plus tard à la formulation de la notion de « courtiers de développement » dont les travaux de Blundo illustrent bien la fécondité heuristique. L'optique générale est plutôt de considérer l'organisation paysanne comme un clé d'entrée pour la compréhension plus large des jeux d'acteurs locaux dans le cadre des politiques de décentralisation.

Le travail de Pierre-Marie Bosc correspond à une thèse en économie. Il est centré sur la région de basse Casamance. Après une première partie historique, l'auteur analyse les interactions entre les interventions publiques et les sociétés rurales locales. Il cherche en particulier à comprendre les ressorts de l'innovation paysanne et, pour cela, analyse, dans une troisième partie, la genèse et le fonctionnement d'une organisation paysanne locale, le CADEF. Il aborde en particulier la « double alliance paradoxale et ambiguë avec les leaders coutumiers d'une part et avec des catégories sociales souhaitant un changement d'autre part » (Bosc, 2005, p. 178) et analyse les conflits qui se développent au sein de cette organisation sous l'impulsion des jeunes avec le soutien des femmes. Il analyse ensuite le positionnement de cette organisation, le CADEF, « sur l'échiquier des pouvoirs locaux » à partir de trois analyses monographiques villageoises. Le cadre analytique général comprend plusieurs prémisses : la notion de crise qui entraîne des « réponses » individuelles et collectives, l'idée que la société locale est dominée (notion d'asymétries) et que les organisations de producteurs constituent une réponse pour « recomposer des relations moins défavorables entre la société locale et ses partenaires » (265). Ce travail de thèse s'inscrit dans une collaboration plus ancienne, dans cette même région, entre une ONG français, le CIEPAC, la recherche sénégalaise (ISRA) et, après sa création, le CADEF¹¹.

Le travail de Loïc Barbedette s'inscrit dans une logique d'accompagnement d'une organisation paysanne de la vallée du fleuve Sénégal (Barbedette, 2001). Treize ans après sa création, cette organisation souhaite réaliser un bilan stratégique pour réorienter ses actions. Après une problématisation des questions que se pose l'organisation, cette pré-étude comprend une analyse historique de la région, de la communauté et le l'organisation elle-même. Six monographies villageoises permettent d'apprécier la diversité des perceptions et enracinement de cette organisation dans son milieu. Une analyse complémentaire de la communauté rurale permet de mieux connaître « le tapis sur lequel est assis l'organisation ». A ces différentes échelles, le travail d'animation a consisté à construire une périodisation historique qui fait sens pour les acteurs. La spécificité de ce travail est sa nature d'intervention sociale : l'auteur accompagne les acteurs dans la construction du sens de leur action dans leur contexte.

On voit d'ores et déjà que le positionnement de ceux qui réalisent les études sur les organisations paysannes est assez différent. Il se distingue à la fois par sa plus ou moins grande distance avec les interventions de développement, avec les acteurs analysés eux-mêmes et avec le champ académique. Nous reviendrons sur ces considérations dans la quatrième section de cette communication. Il s'agit maintenant d'examiner à grands traits les résultats de ces différentes approches et les questions qu'elles mettent à jour mais aussi les zones d'ombres qu'elles n'explorent pas ou peu.

¹¹ Cette collaboration donnera lieu à un des premiers programmes de recherche action en partenariat avec une organisation paysannes financée par la coopération française : Berthomé, Jacques, and Marie-Rose Mercoiret. 1992. "Programme d'appui aux organisations paysannes du département de Bignona : étude des organisations paysannes, de leurs acquis et de leurs besoins en appuis." Pp. 166. Dakar: Ministère du développement rural et de l'hydraulique.

II. Résultats et questions soulevées : convergences et spécificités

Malgré la diversité des approches, ces travaux abordent tous, d'une manière ou d'une autre, plusieurs dimensions des organisations paysannes avec des considérations spécifiques qui peuvent converger ou diverger. Cette diversité de point de vue, et donc souvent de résultats, est en partie imputable à la diversité des objets d'analyse, donc de ces mêmes organisations paysannes, mais aussi à la problématisation et au cadre d'analyse mobilisé. Examinons ceci de plus près sur quelques angles d'analyse des OP avec trois questions : (1) la relation des OP avec leur milieu social, (2) la question des activités des OP et (3) la question des responsables d'OP.

21. La question de la relation des OP avec leur milieu social. Les quatre travaux retenus convergent pour estimer que les organisations paysannes se distinguent nettement des pratiques d'entraides et des formes d'organisations « traditionnelles » des sociétés locales. Il est reconnu que les OP sont le véhicule de « logiques différentes » : « les groupements constitués pour le « développement » sont des institutions autres, qui fonctionnent selon des logiques différentes et qui sont de ce fait sources et lieux de dynamiques nouvelles, souvent fort conflictuelles » (Blundo, 1994, p. 100). La distinction analytique entre les OP et les formes « traditionnelles » d'organisation sociale peut être considérée comme acquise, confortant la critique de l'exaltation de la rhétorique de la solidarité traditionnelle souvent imputée aux « développeurs », à commencer par les Etats africains (Primaux A.S., in Prodhomme et al, 1987, p 27).

Des nuances, parfois importantes, existent entre des visions plus duales, s'appuyant sans forcément l'explicitier, une opposition tradition/modernité et des visions se refusant à trop stabiliser la nature et l'identité des OP, préférant y voir « des institutions syncrétiques, métisses, composites que l'on ne peut classer à l'aide d'une dichotomie simpliste tradition/modernité » (Olivier de Sardan, in Jacob et Lavigne Delville, 1994, p. 6). Ces gradations de positionnement se répercutent sur la façon dont on peut analyser la nature des articulations avec cette société locale : subordination, influence conservatrice ou recompositions identitaires de nature dynamique et pouvant jouer un rôle dans la transformation des sociétés locales. La topique de l'interface entre société globale et locale est aussi une vision souvent développée pour caractériser la nature spécifique des OP¹². La compréhension du travail de représentation (voir infra, 23.), donne une possibilité d'explorer cette nature jamais univoque des relations entre les OP et leur milieu social.

La taille et l'extension spatio-temporelle de l'OP, au fur et à mesure qu'elle se développe et s'articule dans des ensembles plus larges, entraînent inévitablement un étirement des relations avec le milieu social originel et ses différents registres d'autorité et de légitimité. L'usage d'une même langue une condition de base de l'inscription culturelle d'une OP dans son milieu : l'ancrage multiple d'un mouvement paysan dans des cultures et sociétés politiques locales différenciées est souvent concomitant d'un rapprochement du champ du politique national et du système d'aide. De façon schématique, on peut parfois distinguer dans les analyses des espaces locaux, aux contours diversifiés, dans lesquels peuvent évoluer des OP de taille limitée d'un espace national (ou parfois régional selon les configurations politiques) dans lequel peuvent être amenées à évoluer des réseaux ou fédération d'OP cherchant à peser sur les centres de décision. Cette autre opposition société

¹² Mercoiret, Marie-Rose. 1997. *Etats désengagés, paysans engagés : perspectives et nouveaux rôles des organisations paysannes en Afrique et en Amérique latine*. Paris: Fondation Charles Léopold Mayer (FPH), Dossier pour un débat n°75.

locale/échelle nationale (souvent associée à l'Etat), prégnante dans beaucoup de cadres d'analyse, ne se superpose pas forcément à la première opposition tradition/modernité dans la mesure où les logiques politiques, locales comme nationales, voir internationales, combinent le plus souvent des registres différents (coutume, modernité mais aussi souvent d'autres « mondes », dans l'optique d'une sociologie pluraliste et pragmatique) et articulent des niveaux différents par le déploiement de réseaux pouvant relier humains et non humains¹³.

22. La question des activités des OP est finalement relativement peu analysée en tant que telle dans ces quatre travaux. Les activités réalisées par les OP sont bien sûr systématiquement évoquées et souvent utilisées dans la littérature pour distinguer les OP entre elles. Peut-être ce constat est-il lié à l'inévitable biais relatif à la constitution de ce petit échantillon qui inclut principalement des analyses de type socio-anthropologique à l'exception des travaux de P.M Bosc qui apportent la vision de l'économie et, du fait de ses questions de recherches initiales, insiste sur la dimension technico-économique des activités entreprises par les OP, en l'occurrence dans le champ de l'irrigation et du choix des variétés et systèmes de culture du riz. Les activités d'une organisation sont le plus souvent perçues comme un point d'entrée pour comprendre l'organisation : pour Blundo, l'observation du fonctionnement des jardins maraîchers, activité classique des groupements de base, constitue un point d'observation privilégié des interactions entre groupes sociaux (Blundo, 1994, p 106) et Prodhomme précise que « projets et actions n'ont pas été évalués dans une optique économique mais comme des indicateurs du fonctionnement social des groupements » (Prodhomme et al., 1987).

Cette optique fonctionnaliste, attribuant la « nature » d'une organisation aux fonctions qu'elle remplit et aux activités qu'elle conduit entraîne souvent l'élaboration de catégories de classements en général peu explicatives : OP économiques, OP syndicales,....

Un aspect peu exploré est la façon de penser les activités de l'organisation comme nécessairement discontinues dans le temps, l'espace et en intensité. La discontinuité temporelle joue probablement sur la « consistance¹⁴ » d'une organisation : une OP ayant une activité marquée une fois par an n'engagera pas de la même façon ses membres qu'une autre ayant des activités beaucoup plus régulières (gestion de l'irrigation par exemple). A ce gradient temporel peut se rajouter un gradient spatial quand les organisations croissent en taille et réalisent des activités de plus en plus diverses. Le degré d'intensité de l'implication des individus dans une organisation est enfin une variable qui a nécessairement une incidence sur l'organisation : le temps passé à s'occuper des tâches relatives au fonctionnement d'une organisation n'a souvent rien à voir entre un responsable et un membre d'une OP. Ces différentes dimensions des engagements différenciés des individus dans l'organisation et leurs discontinuités sont relativement peu prises en compte dans les quatre analyses en dehors de la dualité classique leaders/membres : on peut penser qu'elles dressent pourtant le cadre dans lequel se déploie l'organisation, qui façonne sa consistance dans une dynamique interactive au fil du temps.

¹³ Voir la sociologie de Bruno Latour.

¹⁴ La notion de « consistance », volontairement floue, peut être utile comme concept exploratoire et permettre d'articuler des éléments et des variables différentes selon les contextes dans la recherche des logiques identitaires et de cohésion que peut produire le travail (ou son absence) de regroupement au cœur du processus de construction des organisations.

23. La question des responsables des OP. La recherche de compréhension de la place et du rôle des responsables est souvent une entrée privilégiée des analyses de type socio-anthropologique. Leur rôle pionnier dans la création de ces organisations et leur conduite, l'intensité de leur implication font des leaders une porte d'entrée incontournable dans l'analyse des OP. C'est l'anthropologie du développement qui a le plus « théorisé » dans ce domaine avec la notion de courtier du développement¹⁵, dans un contexte où la décentralisation de l'aide publique au développement et la diversification des canaux de sa mise en œuvre ont multiplié les situations d'interface entre le système d'aide et les populations. Cette notion analytique de courtier du développement explore le modèle d'une professionnalisation des fonctions d'interface que peuvent jouer des responsables entre, pour faire court, société locale et « monde » du développement (ou « système d'aide »¹⁶). L'analyse des pratiques de courtage est alors conçue comme une façon d'approcher les recompositions plus générales qui affectent les sociétés africaines, et le processus en cours et à long terme de construction nationale. Cela introduit à la réflexion plus large sur les rapports entre les Etats africains, les modes locaux de gouvernance et les organisations intermédiaires et associatives, dont les courtiers représentent des acteurs particulièrement significatifs. Ces travaux cherchent à montrer en particulier comment les contours de l'Etat (central et local), de la « société civile » et des organisations politiques locales formelles sont en réalité traversés par des réseaux, des chevauchements, et des phénomènes d'alliance et de rivalité qui rendent ces notions peu opératoires pour comprendre la nature des changements en cours » (Bierschenk et al., 2000, p40).

Loïc Barbedette propose d'introduire une distinction entre deux types de « courtiers » : les courtiers des ONG d'appui au développement qui s'auto-instituent comme intermédiaires et les membres d'organisations populaires ou associatives amenés à se spécialiser dans la gestion des relations avec le système d'aide¹⁷. Les premiers ont « un profil technique qui les rapprochent du système d'aide dont ils sont en quelque sorte des appendices. Ces acteurs exercent bien un « métier », sorte de profession libérale où ils doivent se constituer une double clientèle, sur la scène de l'aide et sur celle du village ou du quartier urbain, conquérir deux « marchés », du côté des donateurs et du côté des bénéficiaires. Les seconds sont issus d'un mouvement militant, ils n'ont pas à conquérir un « marché » par rapport à leur base mais à gérer une légitimité, un pouvoir. Leur profil est politique avant d'être technique. Certes, ils peuvent retirer des bénéfices secondaires de leur position d'intermédiaires avec l'aide financière mais ils les savent précaires et provisoires ».

En introduisant cette distinction, Loïc Barbedette ré-institue la dimension politique des OP et suggère de les considérer, au moins une partie d'entre-elles, comme des acteurs sociaux jouant un rôle dans la transformation de leur milieu. Cette posture a des incidences directes sur la façon d'analyser les OP : « faire, comme on le fait souvent, l'inventaire des actions réalisées par une organisation, comparer les réalisations aux objectifs (quand ils ont été définis) a une portée très limitée car cela ne dit le plus souvent pas grand chose sur la façon dont cette organisation a pris sur les réalités et n'apprend pas en quoi elle contribue à les transformer. C'est la raison pour laquelle le point de départ de ce *bilan de l'UJAK* n'a pas été l'UJAK, mais la société où cette association paysanne évolue. C'est lorsque l'on a ainsi analysé les réalités et les processus sociaux dans lesquels s'inscrit une organisation comme l'UJAK, lorsque l'on a décrit le *"tapis sur lequel elle est assise"* que l'on peut commencer à faire le bilan de cette organisation afin de voir si l'UJAK est ou non au cœur de l'histoire de

¹⁵ Bierschenk et al., 2000.

¹⁶ Jacob, Jean-Pierre (Ed.). 2000. *Sciences sociales et coopération en Afrique : les rendez-vous manqués*. Genève: Nouveaux cahiers de l'IUED.

¹⁷ Ces éléments sont tirés d'une correspondance non publiée entre L. Barbedette et Tidjani Alou Mahaman à propos d'un article écrit par ce dernier (août 1996).

sa communauté et sait tenir sa place comme acteur de sa construction » (Barbedette, 2001, p. 89). Dans l'analyse anthropologique mobilisant la notion de courtiers du développement, la dimension politique du courtage n'est pas évidente : les auteurs évoquent, à titre d'hypothèse, la question du recouvrement ou de la concurrence des fonctions politiques et de courtage (Bierschenk et al., p. 38).

Si la plupart des auteurs s'accordent pour dire que les organisations paysannes se caractérisent par les relations étroites et multiformes qu'elles développent avec les interventions extérieures (le « développement » ou le système d'aide), ils divergent cependant sur la nature principale de ces relations : utilitaires avec la notion de courtage ou « transformatrices » dans une perspective d'analyse des mouvements sociaux.

J.P. Jacob et Ph. Lavigne Delville soulignaient déjà dans leur ouvrage des questions peu traitées comme la place spécifique des jeunes, la question du leadership paysan, les modalités concrètes de participation au sein d'une organisation et sur l'analyse du discours des organisations paysannes. Ils regrettaient aussi que trop d'études se focalisent au niveau micro, abordant peu la question de l'analyse des dynamiques fédératives. Il est vrai qu'en dehors de quelques travaux¹⁸, peu d'études se sont penchées sur le mouvement paysan sénégalais en particulier et africain en général. A l'époque de la rédaction du livre évoqué, il existait bien quelques OP fédératives mais peu d'études convaincantes étaient alors disponibles.

III. Eléments pour un cadre d'analyse des mouvements paysans

Depuis le début des années 1990, plusieurs changements structurels sont à relever dans le paysage institutionnel des OP en Afrique sub-saharienne.

1. Tout d'abord, on peut constater la mise en réseau au niveau régional d'OP nationale. Il s'agit principalement du Réseau des organisations paysannes et professionnelles d'Afrique de l'ouest (ROPPA), constitué en 2000 et qui regroupe des organisations paysannes de 10 pays de la sous région. En Afrique de l'Est, il existe l'Eastern Africa Farmers Federation (EAFF, créé en 2001) et L'East and South Africa Small scale farmers federation (ESAFF, créé en 2002). En Afrique du Centre, il existe la Plateforme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC, créée en 2004). Par ailleurs, certains producteurs spécialisés se constituent aussi en organisation au niveau continental (création en 2005 de l'Association des producteurs de coton africains - APROCA). Ces mouvements résultent d'une mise en réseau plus ou moins « serrée » d'organisations nationales, autour d'enjeux nationaux et sous régionaux : en effet, il y a une forte corrélation entre la création de ces réseaux d'OP et l'affermissement des logiques économiques régionales (UEMOA, CEDA, COMESA, EAC,...).
2. La multiplication de plateformes nationales d'OP regroupant des organisations fédératives de diverse nature (« généralistes », spécialisées par filières,...). Très divers selon les contextes nationaux, ce mouvement est néanmoins relativement

¹⁸ Lachenmann, Gudrun. 2004. "Civil Society and Social Movements in Africa." Pp. 61-95 in *Les associations paysannes en Afrique*, edited by Jean-Pierre Jacob and Philippe Lavigne Delville: APAD, Karthala, IUED. et McKeon, Nora, Michael Watts, and Wendy Welford. 2004. "Peasant Associations in Theory and Practice." Pp. 57: UNRISD - Civil society and Social Movements - paper n°8.

généralisé et en partie stimulé par l'existence récente des réseaux régionaux d'OP qui ont fait du renforcement des plateformes d'OP nationales un de leur objectif.

3. Ces évolutions conduisent à multiplier les « points de contact » entre les OP et les lieux de décision politique à différentes échelles : nationale, régionale, internationale mais aussi locale avec la décentralisation. La structuration en réseau des OP leur permet de réaliser des articulations entre ces différents points de contacts et leur permet d'envisager de jouer un rôle croissant dans la gouvernance multi-niveaux qui caractérise l'évolution récente des politiques publiques.
4. L'accroissement de la légitimité accordée aux OP et réseaux d'OP par le système d'aide et plus particulièrement par certains bailleurs de fonds, comme la Banque mondiale. Le dernier rapport de cette organisation (Rapport sur le développement dans le monde : l'agriculture pour le développement, octobre 2007) accorde une place réelle aux OP à la fois comme pouvant apporter des services utiles pour leurs membres mais aussi comme véhicule de représentation des intérêts des ruraux pauvres dans les processus de décision politique. Le FIDA a institutionnalisé le dialogue avec les OP avec la mise en place d'un « forum paysan » qui se réunit tous les deux ans pour dialoguer avec le conseil des gouverneurs du FIDA. Malgré cette reconnaissance croissante, force est cependant de constater que les appuis directs à ces organisations est encore timide et parfois contrecarré par l'hostilité des pouvoirs publics face à la montée de contrepouvoirs.

Alors que le début des années 1990 était l'occasion d'interrogations sur l'existence ou non d'un « mouvement paysan »¹⁹ en Afrique. On peut affirmer qu'aujourd'hui, un tel mouvement existe : plutôt devrait-on parler de « mouvements paysans », soulignant ainsi la diversité des réseaux existants ainsi que leur diversité interne. Ces mouvements sont encore jeunes et en pleine évolution.

Comment analyser ces nouvelles configurations d'organisations paysannes ? On peut esquisser quelques éléments pouvant servir à soutenir une discussion sur l'analyse des mouvements paysans africains en fort développement actuellement. Une première remarque consiste à souligner le fait que les dynamiques fédératives observées à l'échelle nationale et depuis quelques années régionales doivent donc être considérées comme des réseaux d'OP plutôt que comme une concentration d'OP dans des ensembles plus large. Cet ensemble institutionnel combine donc plusieurs niveaux (local, régional, national, sous-régional) et relie des dynamiques d'organisations de nature différente, gardant chacune leur autonomie, et qui forment un tissu aux racines profondes mais d'une « surface » assez *discontinue*. La structure en réseau de ces dynamiques de mouvements paysans, en préservant l'autonomie de ses composantes, rend encore plus essentiel la compréhension du travail de regroupement des responsables pour saisir la dimension « politique » de leur entreprise.

On peut ici faire un parallèle avec les travaux de Luc Boltanski sur les cadres, qui appelle à « renoncer à donner une définition préalable du groupe et prendre pour objet la conjoncture historique dans laquelle les cadres se sont constitué en groupe explicite, doté d'un nom, d'organisations, de porte-parole, de systèmes de représentation et de valeurs. Au lieu de chercher à déterminer les "critères" au moyen desquels le groupe "doit" être défini et les "frontières" qu'il "faut" lui donner pour obtenir un objet palpable et bien délimité, on peut alors tenter de rendre compte de la forme prise par le groupe en interrogeant le *travail de*

¹⁹ Gentil D. et Mercoiret M.R., 1991.

regroupement, d'inclusion et d'exclusion, dont il est le produit, et en analysant le *travail social de définition et de délimitation* qui a accompagné la formation du groupe et qui a contribué, en l'objectivant, à la faire être sur le mode du cela-va-de-soi »²⁰. La genèse et le développement des réseaux d'OP s'accompagnent de mécanismes d'inclusion et d'exclusion – eux/nous – par lesquels ces réseaux définissent leurs caractéristiques propres, leurs aspirations, mais aussi ce qu'ils ne sont pas ou ne veulent pas être. L'analyse des divisions et des visions sociales au sein du mouvement permet d'éviter de « se laisser prendre par les effets du travail de *naturalisation* que tout groupe tend à produire en vue de se légitimer, de se justifier pleinement d'exister »²¹.

Ainsi, on pourrait modéliser ces réseaux d'OP et les organisations qui les composent comme des collectifs traversés par les tensions entre deux visions²² :

- Une vision liée à la stricte défense des intérêts de ses membres individuels (producteurs) et/ou collectifs, autour de problématiques très concrètes touchant les modalités de la production ou de la mise en marché des produits agricoles. Cette vision privilégie souvent la figure de *l'entrepreneur* et tend à présenter les ruraux comme avant tout des *producteurs*, souvent positionnés dans une filière donnée. Cette vision donne à voir une nature plus « homogène » des OP (les producteurs de coton, de pomme de terre) mais cette homogénéité de façade cache souvent une diversité de situations (différenciation des exploitations familiales, différenciation entre bassins de production) que « l'approche produit » tend à occulter²³. Cette vision privilégie une approche gestionnaire, qui se veut pragmatique : en un mot, une dimension plus *économique* (ou technico-économique) des OP centrée sur l'amélioration du revenu des producteurs ou, plus largement, des conditions pratiques de production et/ou de mise en marché). Cette vision renvoie à l'analyse des organisations vues comme des systèmes d'action concrets ou des groupes d'intérêts orientés par la production de bénéfices pour leurs membres²⁴.
- Une vision qui considère que les leaders d'OP cherchent à inscrire la résolution des problèmes pratiques rencontrés par les ruraux dans une analyse plus large de la place de l'agriculture et du monde rural dans la société. Par une sorte de « montée en généralité » de la cause défendue (l'exploitation familiale, les « valeurs sahéniennes », la souveraineté alimentaire,...), les responsables des organisations cherchent à *donner du sens* aux activités et projets de l'OP. Ils valorisent la figure du *citoyen* en montrant comment les familles rurales produisent mais aussi contribuent à

²⁰ Boltanski, Luc. 1982. *Les cadres : la formation d'un groupe social*. Paris: Les éditions de Minuit., p. 51.

²¹ Bourdieu, Pierre. 1981. "La représentation politique : éléments pour une théorie du champ politique." *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*:3-24. et Bourdieu, Pierre. 1984. "La délégation et le fétichisme politique " *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*.

²² Ce cadre d'analyse a été développé dans un chapitre d'ouvrage : Pesche, Denis. 2006. "Dynamique d'organisation des ruraux et renforcement des capacités pour l'élaboration des politiques publiques en Afrique subsaharienne." Pp. 158-168 in *La régulation des marchés agricoles internationaux. Un enjeu décisif pour le développement*, edited by Delorme H and Boussard J.M. Paris: Karthala.

²³ Cette tendance n'est pas spécifiquement africaine et on peut retrouver des phénomènes similaires dans le développement du syndicalisme spécialisé en France : —. 2000. *Le syndicalisme agricole spécialisé en France : entre la spécificité des intérêts et le besoin d'alliances*. Paris: L'Harmattan (Logiques politiques).

²⁴ Les auteurs le plus souvent mobilisés sont alors Crozier, Michel, and Friedberg Erhard. 1977. *L'acteur et le système*. Paris: Seuil, Olson, Mancur. 1978. *Logique de l'action collective*. Paris: PUF. Ces deux auteurs partagent une vision qui privilégie l'analyse de l'action collective à partir du postulat de l'action rationnelle des individus, agissant et interagissant de façon « stratégique » en fonction de la perception de leurs avantages et marges de manœuvre. Elles partagent aussi toutes les deux une faible prise en compte de la dimension historique et politique des processus d'organisation et une réticence à considérer que les ressources dont disposent les individus dépendent en partie des positions qu'ils occupent dans l'espace social.

la stabilité sociale et à l'équilibre au sein du pays²⁵. Ce travail des responsables évoque une dimension plus *politique* des OP centrée sur la place de l'agriculture dans la société et son devenir. Cette vision renvoie à l'analyse des organisations conçues comme des groupes sociaux agissant dans et sur le champ politique²⁶.

Plutôt que de considérer, dans une logique de classement, que ces visions sont un critère de distinction entre différentes OP (certaines étant jugées plus « économiques » et d'autres plus « politiques ou syndicales »), il paraît plus fructueux de considérer que la tension entre la vision « économique » et « politique » existe *au sein de beaucoup d'organisations paysannes et du mouvement paysan* lui-même. Une partie du travail des responsables paysans peut alors être analysé comme la recherche d'un équilibre, sans cesse remis en cause, entre l'ambition concrète de répondre aux attentes de leurs membres avec celle de mobilisation des énergies dans la durée pour la construction des réseaux de relation et d'influence qui sont au principe du poids politique de leur organisation. L'analyse doit aussi prendre en compte les liens entre les OP et les détenteurs du pouvoir au sein des sociétés : que cela soit les pouvoirs coutumiers, politiques, religieux au niveau local/national (et leurs inévitables et complexes interrelations). Les OP ne sont pas des organisations en « apesanteur politique » : elles négocient régulièrement leur place auprès de divers sources de pouvoir.

De la même façon, il est utile de mobiliser, avec discernement, les analyses anthropologiques revisitant la notion de *courtier* pour mettre en évidence les rôles spécifiques joués par les « intermédiaires » entre différents mondes et logiques²⁷ : le courtage ne constituerait pas uniquement une logique d'intermédiation au profit immédiat de son artisan mais d'un travail d'entretien des représentations sociales et du façonnage de nouvelles identités sociales²⁸. La notion de courtage pourrait alors se rapprocher de l'idée d'une articulation entre la préoccupation économique (basée sur la captation de la rente du développement ou non) et le souci du politique, au sens de « produire du sens ». L'idée d'introduire une distinction entre différentes logiques de courtage, l'une plus technique, l'autre plus politique, incarnée par les responsables paysans mérite d'être débattue et validée empiriquement (voir ci-dessus page 7).

Les tensions entre ces deux logiques économique et politique ne sont pas forcément négatives et elles peuvent, au contraire, si elles sont bien gérées, contribuer à dynamiser le mouvement paysan. On peut ainsi suggérer, à titre d'hypothèse, que *la « consistance »*

²⁵ Certains économistes développent l'idée que les OP peuvent être analysés comme des organismes hybrides à la fois produisant des biens privés pour leurs membres mais aussi des biens publics (locaux, nationaux, internationaux,...).

²⁶ Dans cette optique, on mobilisera utilement les auteurs analysant la construction des groupes sociaux qui prend en compte les dimensions historiques et politiques : on citera en particulier Boltanski, Luc. 1982. *Les cadres : la formation d'un groupe social*. Paris: Les éditions de Minuit, Keeler, John TS. 1987. *The Politics of Neocorporatism in France : farmers, the State, and Agricultural Policy-making in the Fifth Republic*. New York, Oxford: Oxford University Press, Tilly, Charles. 1986. *La France conteste de 1600 à nos jours*. Paris. On trouvera une bonne synthèse des analyses sur les groupes d'intérêts, dans leurs différentes dimensions, dans Offerlé, Michel. 1994. *Sociologie des groupes d'intérêts*. Paris: Montchrestien.

²⁷ Bierschenk, Thomas, Jean-Pierre Chauveau, and Jean-Pierre Olivier de Sardan (Eds.). 2000. *Courtiers en développement, les villages africains en quête de projets*. Paris: Karthala. Des articulations avec la sociologie pragmatique seraient sans doute utile afin d'éviter de rester dans des logique duale où le courtage fait le trait d'union entre deux mondes. La pluralité croissante des sociétés avec l'importation de normes aux origines variées milite en faveur d'une prise en compte de la pluralité des mondes comme cadre d'analyse pour comprendre les dynamiques d'organisation dans la durée.

²⁸ C'est l'optique proposée par Lewis et Mosse dans l'introduction à leur ouvrage récent, Lewis, David, and David Mosse (Eds.). 2005. *Development Brokers and Translators : The Ethnography of Aid and Agencies*. Bloomfield: Kumarian Press inc.

d'une dynamique d'organisation de ruraux repose, entre autre, sur la construction de synergies et de bonnes articulations entre la logique « économique » et la logique « politique » des OP, ceci aux différentes échelles de leur structuration et entre ces échelles.

La deuxième partie de l'hypothèse évoque *la question des échelles* : les OP à l'échelon national (et depuis peu sous-régional) sont le plus souvent des constructions institutionnelles articulant plusieurs niveaux. La plupart des mouvements paysans évoqués se composent de regroupements plus ou moins lâches de niveaux d'organisation allant du village à l'échelle nationale et internationale depuis peu. Par ailleurs, la multiplication des lieux de décision (entre le local, le national et l'international) impose aux acteurs collectifs des stratégies combinant simultanément enracinement local, construction d'une légitimité nationale et implication dans les enjeux internationaux. Le mot *simultanément* prend toute son importance pour combattre l'idée d'une construction progressive de la base vers le haut du mouvement paysan : l'histoire montre que ces constructions institutionnelles sont presque toujours des dynamiques articulant des processus locaux d'organisations mais aussi à des échelles plus large, des initiatives reposant souvent sur quelques individus : l'enjeu pour les leaders paysans étant alors de construire dans la durée des articulations fonctionnelles et symboliques entre ces différents niveaux en fonction des contextes changeants.

IV. Quelles postures d'analyse, quelles problématisations et quels nouveaux terrains empiriques pour l'analyse des mouvements paysans ?

La rapide analyse comparée de quelques travaux esquissée en section I et II et les quelques questions soulevées dans la section III sur l'analyse des mouvements paysans suggèrent que la diversité des travaux sur les OP peut être reliée aux rapports relatifs qu'entretiennent les auteurs avec trois pôles, plus ou moins structurants, de leur espace social. Le « champ académique », le « champ du développement » ou le système d'aide et le rapport aux OP elles-mêmes constituent trois points de repères dans l'espace social que celui ou celle qui veut analyser les OP doit prendre en compte. De façon schématique, on peut donc identifier trois grandes polarités qui entrent en lignes de compte dans la compréhension du positionnement de celui qui analyse des OP.

- Du côté du champ académique, la logique encourage l'analyste à construire l'OP soit comme objet de recherche en tant que tel, ou comme porte d'entrée vers une question de recherche autre (comme par exemple la décentralisation), en vue de produire de la connaissance dont la finalité première est d'être validée par ses pairs. Le travail empirique vise à mettre à jour la complexité du social, ses multiples dimensions dont les OP sont un vecteur mais aussi un révélateur. Les interventions de développement font partie du paysage de l'analyse et constitue souvent une variable déterminante dans l'explication des dynamiques d'organisation. In fine, de par les procédures de validation classique du champ académique, la connaissance doit faire sens pour les autres chercheurs avant tout. Son utilité sociale n'est pas la préoccupation de celui qui la produit et la critique des OP est en générale bien vue car elle semble, aux yeux des autres chercheurs, confirmer la pertinence des travaux de recherche dans une logique de dévoilement. Cette schématisation ne prend pas en compte la nature et/ou la dimension « appliquée » de la recherche bien analysée dans une autre communication à ce colloque par Pierre-Yves Le Meur²⁹.

²⁹ Voir aussi Le Meur, Pierre-Yves. 2007. "Anthropologie et développement : une relation à

- Du côté du champ du développement, ou du système d'aide, l'analyste des OP répond en général à une demande qui provient d'un acteur du système, bailleurs de fonds, projets ou pouvoirs publics le plus souvent. L'OP est souvent objectivée dans une optique fonctionnaliste comme un moyen dans la recherche d'une plus grande efficacité et impact des interventions de développement. L'OP peut aussi être pensée comme un moyen de transformer « positivement » la société dans une optique normative (plus de démocratie, plus de transparence, plus d'efficacité dans les services rendus aux producteurs,...). Dans tous les cas, l'OP est un objet d'intervention, une variable sur laquelle les acteurs de développement tentent d'agir en faveur des intérêts supérieurs qu'ils estiment poursuivre.
- Une troisième position est définie par l'engagement dans une relation de partenariat avec l'OP. Ce positionnement spécifique d'accompagnement d'un acteur social engage l'analyste dans une posture qui confère à l'utilité sociale de son travail une valeur cardinale, à l'égard de l'OP elle-même. Le travail qu'il est amené à réaliser doit faire sens avant tout pour l'OP elle-même, souvent pour ses responsables. Le lien avec le champ du développement est rarement totalement rompu puisque les ressources financières nécessaires à ce type d'engagement particulier proviennent généralement, même indirectement, du système d'aide. Cette position d'accompagnement d'un mouvement paysan place l'analyste dans une situation de forte proximité avec ses responsables et lui impose une déontologie dans la mise en forme et la diffusion des connaissances souvent intimes qu'il acquiert sur l'organisation et son fonctionnement.

Ces trois pôles exercent leur pouvoir de façon différenciée selon les individus, leur trajectoire professionnelle et la multiplicité de leurs engagements. Une même personne peut d'ailleurs être, selon les situations, plus proche d'une position puis, peu de temps après, plus proche d'une autre. En définitive, comme le souligne Pierre-Yves Le Meur (2007), la possibilité d'un dépassement de tensions contre-productives reposent pour partie dans la capacité à clarifier les relations d'interdépendance entre ces différents pôles dans un dialogue le plus ouvert avec le modèle du contrat comme mode de relation entre les sciences sociales et les opérateurs de développement. Comme le soulignaient déjà J.P. Jacob et Ph. Lavigne Delville, il ne s'agit pas d'opposer de façon stérile chercheurs et praticiens entre « connaissance pure » et « savoir au rabais » (1994, p.13) mais plutôt de s'interroger sur les conditions minimales et les principes de vigilance méthodologique nécessaire à un travail d'analyse des OP.

La constitution d'un acteur collectif comme le mouvement paysan, fortement impliqué dans le champ politique, pose des questions de diverse nature à celle ou celui qui cherche à en comprendre la nature et les dynamiques de fonctionnement. Quelle « distance » adopter pour analyser ce type d'organisation ? Est-il possible d'accéder à des données empiriques fiables, souvent intimement liées aux trajectoires complexes de leurs dirigeants, sans détenir un capital minimal de confiance avec eux ? L'existence de ce capital de confiance n'introduit-il pas une dimension émotionnelle dans la relation à « l'objet de recherche » que constitue le mouvement paysan et, de ce fait, n'agit-il pas comme générateur d'attitude d'autocensure afin de limiter les effets potentiellement néfastes d'une posture de dévoilement, telle que l'on peut l'observer parfois dans le champ académique ?

Une piste pour dépasser ce dilemme consiste à problématiser des questions de recherches qui incluent les OP et les réseaux d'OP sans en faire par eux-mêmes des objets de recherche spécifiques.

Il paraît ainsi intéressant de travailler sur la question suivante : **quelles sont les modalités d'engagement des OP et réseaux d'OP dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques ?**³⁰

En effet, une des raisons d'être des plate-forme et réseaux internationaux d'OP est de peser sur les décisions politiques. Il paraît alors indispensable de s'interroger sur la nature des processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques dans les pays en développement afin de mieux saisir la façon dont les mouvements paysans cherchent à en influencer le cours. L'analyse des politiques publiques devient ainsi une étape nécessaire dans le travail empirique pour comprendre comment les OP et réseaux d'OP tentent d'agir sur les processus politiques. A ce titre, il peut être fructueux de mobiliser des cadres d'analyse des politiques publiques, souvent élaborés dans les contextes différents des pays industrialisés, en cherchant à les adapter aux caractéristiques spécifiques des pays en développement. L'interdépendance étroite entre le champ politique et le champ de la coopération internationale au développement, les questions de transfert de politiques publiques, de mobilisation de l'expertise constituent autant de cadre d'analyses utiles pour approfondir la connaissance des modalités d'influence des OP et réseaux d'OP sur la décision publique. Sans doute faut-il aussi s'interroger sur les logiques de dédoublement de la scène politique où les mécanismes officiels d'élaboration des stratégies nationales et documents d'orientation des politiques, élaborés avec un rôle étroit joué par les bailleurs de fonds, se superposent les pratiques réelles des gouvernements et ministères concernés qui gèrent au quotidien une grande diversité de projets, souvent financés par les mêmes bailleurs de fonds.

La compréhension des modalités d'engagement des réseaux d'OP dans la décision politique suppose aussi de comprendre les logiques d'alliance et la construction de coalitions qui les amènent à pouvoir peser sur les processus. Combinant souvent des alliances parfois hétérogènes, avec des ONG, de segments de l'administration et du champ politique, quelques bailleurs de fonds, certaines OP parviennent à s'immiscer au cœur des processus politique et à peser dans les différents forums et arènes où s'élaborent et se négocient les référentiels et recettes de politiques publiques.

La mobilisation aux différentes échelles permet aussi d'accroître le poids politique d'une coalition et de « forcer » des alliances : c'est le cas par exemple de la négociation autour du coton africain à Cancun où les organisations de producteurs de coton ont pu, avec quelques ONG, passer des alliances avec des organisations supranationales qui leur ont permis ensuite de bâtir dans des conditions plus favorables des alliances avec leurs propres gouvernements et parvenir ainsi à faire de la question du coton africain un sujet de discussion mondial³¹.

La mobilisation de l'expertise est aussi un terrain d'analyse intéressant pour comprendre les ressorts de l'influence des OP sur les processus politiques. Les réseaux d'OP et les plateformes nationales possèdent une expertise interne (leurs responsables, leurs salariés) et ont recours à des ressources humaines externes pour les accompagner dans les processus

³⁰ J'explore cette question de recherche dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest mais aussi du Costa Rica et depuis peu de l'Afrique de l'Est. Ces travaux devraient aussi être mis en perspective avec le cas des organisations professionnelles agricoles françaises avec la préparation d'une HDR en sciences politiques.

³¹ Pesche, Denis, and Kako Nubukpo. 2004. "L'Afrique du coton à Cancun : les acteurs d'une négociation." *Politique Africaine* n°95:158-168.

politique. L'analyse des réseaux de compétences mobilisés dans la construction et la mise en œuvre des politiques constitue une entrée privilégiée pour comprendre la façon dont les OP parviennent à peser dans les processus politiques.

Ces différentes pistes constituent autant de terrains empiriques riches d'enseignements pour mieux saisir la nature et les rôles joués par les OP et les mouvements paysans dans les processus politiques. Si les organisations paysannes ne sont pas de « nouveaux acteurs », leur multiplication et leur mise en réseau dans des configurations institutionnelles originales et souvent inédites en font un domaine de recherche ou une porte d'entrée vers l'analyse du changement dans les processus politiques dans le domaine du développement rural mais aussi, plus largement, dans le fonctionnement politiques des sociétés africaines. Les pistes de recherche ouvertes par l'ouvrage de l'APAD en 1994 restent pour partie encore valides et méritent d'être reprises, adaptées et développées : « les organisations paysannes s'inscrivent dans un environnement social, des systèmes d'inégalités et de domination et des réseaux locaux de solidarité et de dépendance. A une échelle plus large, elles participent d'une politique globale menée par les Etats et les intervenants internationaux. A la fois conséquence et moyen du changement, les associations sont des lieux privilégiés d'observation des dynamiques sociale, à l'interface des enjeux locaux et nationaux »³², et globaux pourrait-on rajouter aujourd'hui.

³² Jacob, Jean-Pierre, and Philippe Lavigne Delville. 1994. *Les associations paysannes en Afrique : organisation et dynamiques*. Paris: APAD / Karthala / IUED., page 14.

Bibliographie

- Barbedette, Loïc. 2001. "Une association paysanne dans la région du fleuve Sénégal : contribution à l'histoire d'une communauté rurale." Pp. 94: DDC, UJAK.,
- . 2002. "La naissance et la construction de FAPAL : première approche (Bilan FAPAL, préétude)." Pp. 89-119: SOS Faim, Union Européenne.
- Berthomé, Jacques, and Marie-Rose Mercoiret. 1992. "Programme d'appui aux organisations paysannes du département de Bignona : étude des organisations paysannes, de leurs acquis et de leurs besoins en appuis." Pp. 166. Dakar: Ministère du développement rural et de l'hydraulique.
- Bierschenk, Thomas, Jean-Pierre Chauveau, and Jean-Pierre Olivier de Sardan (Eds.). 2000. *Courtiers en développement, les villages africains en quête de projets*. Paris: Karthala.
- Blundo, Giorgio. 1994. "Le conflit dans "L'Entente", coopération et compétition dans les associations paysannes du bassin arachidier sénégalais." Pp. 99-120 in *Les associations paysannes en Afrique : organisation et dynamiques*, edited by Jean-Pierre Jacob and Philippe Lavigne Delville. Paris: Karthala.
- Boltanski, Luc. 1982. *Les cadres : la formation d'un groupe social*. Paris: Les éditions de Minuit.
- Bosc, Pierre-Marie. 2005. *A la croisée des pouvoirs : une organisation paysanne face à la gestion des ressources, Basse Casamance, Sénégal*. Paris: IRD Editions / CIRAD
- Bourdieu, Pierre. 1981. "La représentation politique : éléments pour une théorie du champ politique." *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*:3-24.
- . 1984. "La délégation et le fétichisme politique " *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*.
- Crozier, Michel, and Friedberg Erhard. 1977. *L'acteur et le système*. Paris: Seuil.
- Jacob, Jean-Pierre (Ed.). 2000. *Sciences sociales et coopération en Afrique : les rendez-vous manqués*. Genève: Nouveaux cahiers de l'IUED.
- Jacob, Jean-Pierre, and Philippe Lavigne Delville. 1994. *Les associations paysannes en Afrique : organisation et dynamiques*. Paris: APAD / Karthala / IUED.
- Keeler, John TS. 1987. *The Politics of Neocorporatism in France : farmers, the State, and Agricultural Policy-making in the Fifth Republic*. New York, Oxford: Oxford University Press.
- Lachenmann, Gudrun. 2004. "Civil Society and Social Movements in Africa." Pp. 61-95 in *Les associations paysannes en Afrique*, edited by Jean-Pierre Jacob and Philippe Lavigne Delville: APAD, Karthala, IUED.
- Le Meur, Pierre-Yves. 2007. "Anthropologie et développement : une relation à plaisanterie ? ." Pp. 153-174. in *Mélanges en l'honneur de Jean-Pierre Olivier de Sardan*, , edited by T. Bierschenk, G. Blundo, Y. & M. Jaffré, and A. Tidjani. Paris: Karthala
- Lewis, David, and David Mosse (Eds.). 2005. *Development Brokers and Translators : The Ethnography of Aid and Agencies*. Bloomfield: Kumarian Press inc.
- McKeon, Nora, Michael Watts, and Wendy Welford. 2004. "Peasant Associations in Theory and Practice." Pp. 57: UNRISD - Civil society and Social Movements - paper n°8.
- Mercoiret, Marie-Rose. 1997. *Etats désengagés, paysans engagés : perspectives et nouveaux rôles des organisations paysannes en Afrique et en Amérique latine*. Paris: Fondation Charles Léopold Mayer (FPH), Dossier pour un débat n°75.
- Offerlé, Michel. 1994. *Sociologie des groupes d'intérêts*. Paris: Montchrestien.
- Olson, Mancur. 1978. *Logique de l'action collective*. Paris: PUF.
- Pesche, Denis. 2000. *Le syndicalisme agricole spécialisé en France : entre la spécificité des intérêts et le besoin d'alliances*. Paris: L'Harmattan (Logiques politiques).

- . 2006. "Dynamique d'organisation des ruraux et renforcement des capacités pour l'élaboration des politiques publiques en Afrique subsaharienne." Pp. 158-168 in *La régulation des marchés agricoles internationaux. Un enjeu décisif pour le développement*, edited by Delorme H and Boussard J.M. Paris: Karthala.
- Pesche, Denis, and Kako Nubukpo. 2004. "L'Afrique du coton à Cancun : les acteurs d'une négociation." *Politique Africaine* n°95:158-168.
- Prodhomme, Jean-Pierre, Philippe Sahuc, Serge Snrech, and Anne-Sophie Primaux. 1987. "Des conditions d'émergence, de fonctionnement et de pérennité des groupements villageois au Sénégal : rapport de synthèse de la première phase d'étude." Pp. 103. Paris: Ministère de la Coopération / INA-PG.
- Tilly, Charles. 1986. *La France conteste de 1600 à nos jours*. Paris.